ELECTIONS LEGISLATIVES DU 18 NOVEMBRE 1962
XI[e] circonscription de la Seine — Bel Air — Picpus

JEAN DIDES



Député Indépendant de Paris 1956-1959

Conseiller Général Indépendant de la Seine

Conseiller Municipal Indépendant de Paris

Votre Conseiller Municipal du XII[e]
demeurant 49, boulevard de Picpus

Candidat d'UNION NATIONALE et Républicaine

Présenté par :

L'UNION DES INDEPENDANTS NATIONAUX

LE CENTRE REPUBLICAIN

André Morice - Bernard Lafay

LE RASSEMBLEMENT DES GAUCHES REPUBLICAINES

Jean-Paul David

Remplaçant : Émile-Pierre IMBERT
Président Directeur Général de Société de Transport

Electrices, Electeurs,

JE suis votre Conseiller Municipal. Beaucoup d'entre vous me connaissent personnellement. Vous savez tous que je n'ai jamais fait de distinction entre les habitants de nos quartiers quelles que soient leurs convictions, quand il s'agissait de les aider à surmonter leurs difficultés.

Je crois en effet que l'action sociale et humaine doit primer l'action politique : le premier devoir d'un élu est d'être au service de ses concitoyens, sans esprit partisan.

Aujourd'hui pourtant, où vous avez à choisir votre représentant à l'Assemblée Nationale, j'ai le devoir de vous appeler à manifester avec civisme vos sentiments républicains et nationaux.

Pourquoi ? Parce que le régime actuel a déçu nos espérances de 1958.

En 1958, nous avons approuvé une Constitution raisonnable qui permettait d'assurer à la fois la stabilité du gouvernement et le contrôle parlementaire.

Hélas ! cette constitution n'a jamais été appliquée : il n'y a plus de contrôle parlementaire et il n'y a pas de vraie stabilité, puisque vous êtes tous inquiets de l'avenir.

Nous voulions l'ordre et nous avons l'incertitude.

Nous voulions la liberté et nous subissons l'arbitraire.

Nous voulions la démocratie, nous avons le Pouvoir personnel et nous craignons pour la République.

C'est avec une profonde angoisse que nous constatons cette dégradation des institutions républicaines.

Certains ont osé prétendre que le drame algérien expliquait les excès du Pouvoir et les illégalités du régime. Mais qui ne voit aujourd'hui comment le drame se termine, après tant de promesses non tenues : quinze départements perdus, un million de Français chassés de leurs foyers, des femmes, des vieillards, des enfants, des instituteurs et des prêtres massacrés, des soldats prisonniers abattus, la misère pour des millions de musulmans algériens.

Quelle que soit la solution de l'affaire algérienne qui avait nos préférences, ne pensez-vous pas en toute bonne foi que le gouvernement pouvait éviter cet exode déshonorant, cette terreur et cette anarchie, le gaspillage de centaines de milliards ?

En réalité, le bon sens oblige à conclure que depuis 1958, la France n'a pas retrouvé son équilibre.

La IV[e] République est morte de son impuissance et nul ne veut y revenir. Mais le régime actuel, tombant d'un excès dans l'autre, aboutit au Parti Unique inconditionnel, clef de voûte du totalitarisme.

Ainsi, les positions que je soutiendrai sans faiblesse, sans sectarisme, si vous me choisissez pour vous représenter à l'Assemblée Nationale, sont claires et honnêtes :

- Condamnation sans retour des mœurs politiques d'un passé définitivement périmé.
- Restauration de la République par l'application loyale de la Constitution de 1958.
- Défense intransigeante des libertés fondamentales contre l'arbitraire administratif et policier, contre les atteintes à l'indépendance de la magistrature.
- Amnistie des malheureuses conséquences de la guerre d'Algérie, seul moyen de rétablir la paix civile indispensable à l'union des Français.
- Stabilité gouvernementale par le gouvernement de législature.
- Politique sociale hardie, financée par la réduction massive d'un budget de la guerre inutile et monstrueux — qui a augmenté de 380 milliards depuis la fin de la guerre d'Algérie, plus d'un milliard par jour, comme l'a démontré officiellement le Rapporteur Général du Budget au Sénat — financée également par la suppression des énormes subventions aux Pays devenus indépendants
- Chiffres en main, sans aucune démagogie, c'est plus de mille milliards par an à récupérer qui peuvent être affectés à la Jeunesse, aux Ecoles et aux Facultés, à la construction rapide de logements locatifs, aux hôpitaux, aux vieux travailleurs, aux Anciens Combattants, à tous ceux que le système actuel a sacrifié à sa politique rétrograde.

Car tout le monde sait que la France est dirigée par un gouvernement dominé par les trusts et la Haute Banque dont les représentants y sont ministres.

C'est ce qui explique l'aggravation d'une fiscalité oppressive dont le but avoué est de supprimer progressivement les classes moyennes et libérales, spécialement le petit commerce, l'artisanat et la libre entreprise.

C'est ce qui explique la diminution du pouvoir d'achat des classes laborieuses — que les ménagères connaissent trop bien ! — et le retard inadmissible des traitements de la Fonction Publique.

C'est ce qui explique aussi la main-mise de l'Etat technocratique sur la Sécurité Sociale, contre les intérêts des assurés, contre les traditions libérales du corps médical, contre une gestion libre, mutualiste et démocratique, seule garantie des salariés et des employeurs.

On comprendra que je ne puisse développer ici l'ensemble d'un programme. Nous le ferons ensemble au cours de la campagne, tant sur le plan local que sur le plan général.

Vous avez compris que toutes mes aspirations se résument en un mot : LIBERTE.

Liberté de conscience et d'enseignement; liberté d'opinion et d'expression; liberté professionnelle et syndicale; libertés individuelles et aussi :

Liberté du Monde Occidental et de l'Europe contre les menaces totalitaires et l'oppression marxiste.

Parce que nous savons que le régime actuel menace la Liberté, je vous demande de réagir.

Parce que nous croyons que ces imprudences mettent en danger la paix civile et la paix extérieure, je vous demande de refuser vos suffrages aux partisans de ce régime, dont la servilité inconditionnelle a favorisé les pires erreurs du Pouvoir.

Je m'abstiendrai de toute polémique personnelle, par respect de la dignité du suffrage universel et parce que je crois à la tolérance et à la raison. Mon combat est un combat de principe, au nom d'un idéal qui est celui de tous les braves gens de ce Pays.

Pour assurer le respect de la Constitution — Pour l'amnistie et la paix civile

POUR LA LIBERTÉ

FAITES CONFIANCE à Jean DIDES, votre Conseiller Municipal du XII[e]

qui vit avec vous, au milieu de vous !

Ne dispersez pas vos voix. Le 1[er] tour fera la décision !!!

Votez JEAN DIDES

Imprimerie Moderne, 4 bis, rue Saint-Sauveur, Paris (2e). LOU. 42-60